

Agence de Trappes  
1 rue Blaise Pascal  
78190 TRAPPES  
Tel 01 81 00 02 80  
yvelines@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.1.0

Mission(s)	
LE, LP (L*+P1), SEI (*), SH (*), STI (*)	
Nos références	Date
780C250I (780-C-2025-000K)	03/11/2025

PARIS (75) - URSAFF - ACOSS - OP OP56 -  
PLACE DES VOSGES 4 - RENOVATION  
REMPLACEMENT MENUISERIES  
EXTERIEURES ET CHASSIS

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE  
TECHNIQUE N°3  
Phase PRO/DCE



Envoi	CONSEIL DE LA PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS - MANCEL Marion - SOLA Marie-Joseph	Maître d'ouvrage	marion.mancel@acoss.fr / marie- joseph.sola@acoss.fr
-------	--	------------------	---

Le chargé d'affaire,  
Rebecca PAYS

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 29/07/2025  
Motif : Phase PRO/DCE



ACCREDITATION  
N° 3-019  
Liste des sites et portées  
disponibles sur  
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document  
sont couvertes par l'accréditation.  
Elles sont identifiées par le symbole \*.

# SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	3
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	3
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Classement et référentiel.....	13
VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (*).....	15
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation - 3ème famille A (*).....	16
VIII.6 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (*).....	19

# I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Dossier PRO/DCE

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°2 du 29/07/2025  
Motif : Phase PRO/DCE

## II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°780-C-2025-000K et qui sont détaillées ci après :

- LE - Mission relative à la solidité des existants
- LP - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (L\*+P1)
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (\*)
- SH - Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation (\*)
- STI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu' ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (\*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

## III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Rebecca PAYS

## IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage  
CONSEIL DE LA PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS  
36 RUE DE VALMY  
93100 MONTREUIL

### IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Rénovation ou remplacement des menuiseries extérieures et châssis de toit

Adresse de l'opération :  
11 place des Vosges / 12 rue de Turenne - Paris - 75004

### IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

Indéterminé

## IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : début 2026

Durée prévisionnelle des travaux : 20 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

## V - DOCUMENTS EXAMINES

**- Plans architectes - Date : 29/09/2025 - Réception : 03/10/2025**

Dossier PRO/DCE Pièces graphiques "Remplacement des menuiseries extérieures" (65 pages)

**- Descriptifs - Date : septembre 2025 - Réception : 03/10/2025**

CCTP ind. 1 :

- Lot n° 2 - Menuiseries bois MH et restauration, Charpente
- Lot n° 3 - Menuiseries bois modernes
- Lot n° 4 - Métallerie, Ferronnerie
- Lot n° 5 - Couverture, Plomberie, Zinguerie

**- Mail Mme MANCEL - Date : 23/07/2025 - Réception : 23/07/2025**

Mise en conformité du désenfumage

## VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

### Maître d'ouvrage - CONSEIL DE LA PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- \* En p16 du dossier *Pièce graphique*, pour la porte C05 de l'escalier A, il est indiqué : "*sens d'ouverture à faire valider par le BC*".

Cette porte s'ouvre vers l'intérieur.

En l'absence d'information complémentaire, nous rappelons que :

- les dispositions existantes non modifiées par les travaux sont supposées conformes
- l'exigence relative au sens d'ouverture des portes dépend de l'effectif présent (Cf Art R4227-6). Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de cinquante personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, par une manoeuvre simple.

## VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

### **MENUISERIE - VITRAGE**

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau
- Procès verbal classement A.E.V.
- Certificat CEKAL
- Certificat SNJF du joint d'étanchéité
- Détail appui de baie du gros oeuvre
- Nature du produit de préservation des menuiserie bois
- Procès verbal classement F.A.S.T.

### **GARDE CORPS**

- Plan d'exécution
- Justification résistance aux chocs
- Certificat de galvanisation
- Fiche technique des chevilles

### **SECURITE INCENDIE**

#### **Portes et menuiseries extérieures**

- Menuiseries / Châssis des escaliers A et B : PV de résistance au feu ½ heure
- Porte : PV de résistance au feu 1 heure

#### **Désenfumage**

- Ouvrant de désenfumage : certificat de conformité NF/CE
- Ouvrant de désenfumage : certificat de conformité NF S 61-937
- Ouvrant de désenfumage : PV d'essai de mise en service
- Commandes de désenfumage : certificat de conformité NF/CE

## VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)
- Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation - 3ème famille A (\*)
- Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (\*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

<b>AF</b>	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
<b>AS</b>	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
<b>AD</b>	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
<b>SO</b>	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
<b>PM</b>	POUR MEMOIRE
<b>HM</b>	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.



## **VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (\*)**

### **Référentiels législatifs et réglementaires :**

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

### **Référentiel normatif :**

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### **Référentiel contractuel :**

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).



## VIII.2 - Solidité des existants

### Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

### Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

### Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Menuiseries (durée prévisionnelle d'usage)</li> <li>- Etat de conservation des dormants</li> </ul>	AF	<del>Etat de conservation des dormants :</del> <del>Les dormants prévus conservés devront faire l'objet d'une évaluation de leur état par l'entreprise titulaire du lot concerné.</del>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Enlèvement total des dormants existant en cas de fonction de garde-corps ( DTU 36.5)</li> </ul>	SO	Menuiseries neuves : dormants existant non conservés (remplacement total) Menuiseries existantes conservées : prévues restaurées Les menuiseries ne font pas fonction de garde-corps.

## VIII.3 - Classement et référentiel

### Présentation de l'établissement :

Etablissement existant de 4 étages accueillant des bureaux et des logements.

### Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Hors-mission
- Equipement d'alarme / SSI : Hors-mission
- Moyens d'extinction fixes : Hors-mission
- Ventilation : Hors-mission
- Chauffage : Hors-mission
- Stockage combustible : Hors-mission
- Désenfumage : le programme prévoit la mise en conformité du désenfumage de l'ensemble des cages d'escalier communes de la parcelle
- Cuisson : Hors-mission
- Ascenseur : Hors-mission

**Date d'application du référentiel réglementaire : 11/04/2025**

### Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public :

Effectif du public :                      personnes

ème catégorie
---------------

### PV de commission de sécurité justifiant le classement :

### Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

**Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :**

**Autres prescriptions particulières :**

## VIII.4 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 1er groupe (\*)

Mission sans objet: Présence à 75 % de bureaux et à 25 % d'habitations (pas d'ERP).

## **VIII.5 - Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation - 3ème famille A (\*)**

Classement du (des) bâtiment(s) :

Habitations collectives de 3ème famille A

Classement effectué en application de l'article 3 de l'arrêté du 31 janvier 1986.

Réglementation applicable

Le référentiel par rapport auquel s'exerce la mission SH est constitué par les dispositions techniques figurant dans les documents suivants :

- Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation, modifié par l'arrêté du 19 juin 2015, l'arrêté du 7 août 2019, l'arrêté du 13 novembre 2019 et l'arrêté du 13 août 2021





Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 19 - Art 21	<b>Section II - Parois des cages d'escaliers non situées en façades</b>	HM	le programme prévoit la mise en conformité du désenfumage de l'ensemble des cages d'escalier communes de la parcelle
Art 22Art 22	<b>Section III - Marches, volées et paliers de l'escalier</b>	HM	
Art 23Art 23	<b>Section IV - Revêtements de la cage d'escalier</b>	HM	
Art 24Art 24	<b>Section V - Communication de l'escalier avec le sous-sol</b>	HM	
	<b>Section VI - Caractéristiques des cages d'escalier</b>		
Art 25	Caractéristiques des cages d'escalier pour les bâtiments d'habitations collectives de 2ème famille et 3ème famille A.	HM	
Art 27	<b>Caractéristiques de "l'escalier protégé".</b>	AF	
Art 30 - Art 38	<b>Chapitre II - Circulations Horizontales protégées</b>	HM	
Art 39 - Art 40 à Art 43	<b>Chapitre III - Dégagements protégés associant un escalier protégé et une circulation horizontale protégée</b>	HM	
Art 44 - Art 64	<b>Titre IV - Conduits et gaines</b>	HM	
Art 65 à Art 76	<b>Titre V - Dispositions particulières applicables aux logements-foyers</b>	SO	
Art 77 à Art 96	<b>Titre VI - Parc de Stationnement</b>	HM	
Art 97 - Art 99	<b>Titre VII - Dispositions Diverses</b>	HM	
Art 100 - Art 104	<b>Titre VIII - Obligation des Propriétaires</b>	HM	
Art 105Art 105	<b>Titre IX - Agrément des dispositifs ou dispositions constructives non prévues par la réglementation</b>	HM	
	<b>Titre X - Application dans le Temps</b>		
Art 106	Textes applicables.	PM	
Art 107	Arrêté du 10 septembre 1970.	PM	
	<b>Titre XI</b>	PM	
Art 108	Exécution de l'arrêté	PM	

## VIII.6 - Sécurité des Personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels (\*)

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
  - Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques
  - Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2016-550 du 3 mai 2016 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
  - Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
  - Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
  - Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
  - Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Non cités dans les conditions générales d'intervention mais essentiels à l'application du code du travail et non abrogés :
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
  - Arrêté du 21/03/68 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
  - Arrêté du 30/07/79 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés.
  - Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps et éléments de protection
  - Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<b>CODE DU TRAVAIL</b>		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	<b>Livre II</b>		
	<b>Titre I</b>		
	<b>Chapitre IV</b>		
	<b>SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL</b>		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	AF	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	SO	Cf chapitre Vitrierie- miroiterie ci-après
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	HM	non modifié dans le cadre des travaux
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	<b>Chapitre V</b>		
R4215-1 - R4215-17	<b>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</b>	HM	Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
	<b>CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation</b>		
R4216-1 - R4216-4	Section 1 Dispositions générales	HM	non modifié dans le cadre des travaux
R4216-5	Section 2 Dégagements Largeur des dégagements.	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12		
R4227-4	- Dispositions générales absence de cul de sac	HM	
R4227-6	- Manoeuvre des portes	AS	En p16 du dossier <i>Pièce graphique</i> , pour la porte C05 de l'escalier A, il est indiqué : " <i>sens d'ouverture à faire valider par le BC</i> ". Cette porte s'ouvre vers l'intérieur.
			En l'absence d'information complémentaire, nous rappelons que : - les dispositions existantes non modifiées par les travaux sont supposées conformes - l'exigence relative au sens d'ouverture des portes dépend de l'effectif présent (Cf Art R4227-6). Les portes susceptibles d'être utilisées pour l'évacuation de plus de cinquante personnes doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie, par une manoeuvre simple.
R4227-7	- Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	- Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	- Conception escaliers	HM	
R4227-10	- Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	
R4227-11	- Dissociation escaliers Etages / sous-sols	HM	
R4227-13	- Signalisation des issues	HM	
R4227-14	- Eclairage de sécurité	HM	
R4216-7	Saillies et dépôts	HM	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	HM	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	HM	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	HM	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	HM	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	HM	
	Section 3 Désenfumage		
R4216-13	Définition des zones à désenfumer : locaux en fonction de la surface et escaliers	AF	Dans le cadre de l'amélioration de l'existant le programme prévoit la mise en oeuvre d'ouvrants de désenfumage pour l'ensemble des cages d'escalier communes de la parcelle : Escalier A : 2 châssis de toit de dimension 104x77mm Escalier B : ouvrant en façade de dimension 124x215mm Escalier C : ouvrant en façade de dimension 88x196mm
R4216-14	Règles de dimensionnement et d'installation du désenfumage naturel	PM	Les certificats de conformité des système de désenfumage seront à nous communiquer.
R4216-15	Règles de dimensionnement du désenfumage mécanique	HM	
R4216-17 - R4216-20	Section 4 Chauffage des Locaux	HM	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol		
R4216-24	Dispositions complémentaires prenant en compte l'augmentation des risques en cas de sinistre : (Stabilité au feu structure ; Isolement des Tiers)	HM	
R4216-25	Accès aux façades	AF	Les travaux n'impactent pas l'accès existant des façades.
R4216-26	Protection des escaliers	HM	Type d'ouvrant et largeur des ouvrants non modifiés.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-27	Dispositions pour la distribution intérieure et aménagements intérieurs	HM	
R4216-28	Prise en compte de la classification des matériaux et des éléments de construction dans les prescriptions de l'article précédent	HM	
R4216-29	Voir arrêté pour modalités d'application	HM	
R4216-30 - R4227-41	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	HM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	<b>Arrêté du 5 Août 1992</b>		
	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol		
Art. 1	Généralités.	AF	
Art. 2	Référence à la classification des matériaux et des éléments de construction.	HM	
Art. 3	Accessibilité des bâtiments.	AF	
Art.4	Isolement latéral et prescriptions relatives aux couvertures.	HM	
Art.5	Plancher sur vide sanitaire non aménageable.	HM	
Art.6	Cloisonnement traditionnel. Compartiments. Locaux à risques particuliers.	HM	
Art. 7	Recoupement des combles inaccessibles. Gainés et conduits.	HM	
Art.8	Escaliers et ascenseurs encoignés Escaliers et ascenseurs à l'air libre	HM	
Art. 9	Revêtements muraux des locaux et dégagements Plafonds et plafonds suspendus des locaux et dégagements Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds Revêtements de sol Revêtements des escaliers encoignés Revêtements en matériaux isolants Eléments de décoration Tentures, portières, rideaux, voilages Gros mobiliers, agencement principal, plancher légers en superstructure	HM	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés à l'article R 232-12 du code du travail	HM	non modifié dans le cadre des travaux
	<b>Sécurité des occupants</b>		
CCH L134-12	<b>IMPLANTATION ET CARACTERISTIQUES DES GARDE-CORPS</b>		
	<b>Implantation :</b>		
	- Aux abords du bâtiment	HM	
	- En façade : allèges de baies, balcons, terrasses	AF	Garde-corps existants conservés, ou refaits à l'identique. Ajout de lisses horizontales pour quelques fenêtres pour rehausser les garde-corps existants.
	- Dans les cages d'escaliers , circulations, zones accessibles au personnel	HM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès aux quais</li> <li>- Choix du mode de protection dans les lieux accessibles uniquement au personnel d'entretien, de maintenance, ou d'exploitation</li> </ul>	SO HM	Le choix du mode de sécurisation vis à vis des risques de chutes des toitures, terrasses, équipements de process et autres emplacements techniques ne relève pas de la mission de contrôle technique.  Concerne les ajouts de lisses.
<b>NFP 01-012 - 1988</b>	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFP 01-012</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hauteur de protection normale</li> <li>- Hauteur de protection réduite avec appui précaire</li> <li>- Eléments permettant l'agenouillement</li> <li>- Espacement entre éléments de remplissage</li> </ul>	AF SO SO AF	
<b>NF P01-012 - 2024</b>	<b>Caractéristiques des éléments de protection</b>	PM	Le champ visé est celui des chutes accidentelles dans le cadre d'un usage normal
<b>P01-013</b>	<b>Résistance aux chocs de sécurité</b> Résistance conventionnelle ou vérifiée par essais	PM	
<b>NFE 85-015</b>	<b>Dimensions des garde-corps conformes à la NFE 85-015</b>	SO	Garde-corps et rampes situés sur les toitures ou dans les locaux, passages et emplacements techniques réservés au personnel d'exploitation ou d'entretien, lorsque ces ouvrages sont prévus.
Art 2 - Art 25	<b>Parc de stationnement</b>	HM	